

Un monde qui se cherche

Par **Jean-Marie Dedeyan**, Ancien professeur associé des Universités,
Vice-Président de la fondation Charles de Gaulle,
Membre du Conseil d'EuroDéfense-France

Nous vivons une époque de basculement. Le monde, aujourd'hui, bruisse comme une mer agitée, où chacun tente de retrouver l'éclat perdu ou de conquérir une lumière nouvelle. L'ordre international hérité de la deuxième guerre mondiale, puis de la guerre froide, vacille. Les alliances se redessinent. Les ambitions s'aiguisent.

Au cœur de ces mouvements, les plus audacieux avancent leurs pions, avec des stratégies patientes, méthodiques, parfois opaques mais toujours déterminées. Des puissances, que l'on croyait assagies ou marginales, redressent la tête.

- **La Russie**, nostalgique de son empire, mène une guerre de reconquête.
- **La Chine**, forte de son essor économique, trace ses routes de la soie, projette sa puissance, redéfinit les règles du jeu.
- **La Turquie**, entre Europe et Orient, joue sur plusieurs échiquiers, mêlant mémoire ottomane et stratégie régionale.
- **Les États-Unis**, professent un isolationnisme de façade tout en sculptant, par des alliances à géométrie variable, une zone d'influence aussi mouvante et désinhibée que résolue et servant leurs propres intérêts.

Mais dans l'ombre de ces géants et de leurs intentions préoccupantes, une autre tectonique se déploie : celle des nations qui ne veulent plus rester des spectateurs du monde façonné par d'autres.

Ce sont ces puissances du Sud et de l'Est, désireuses de peser davantage, qui ont dessiné une alternative : les **BRICS**, nés du regroupement initial en 2009 du **Brésil**, de la **Russie**, de l'**Inde** et de la **Chine**, désireux de développer une alternative au G7. Rejoints en 2011 par l'**Afrique du Sud** ils se sont élargis, par touches successives, à de nouveaux membres cherchant un contrepoids au duopole sino-américain comme au poids historique des économies occidentales.

Par leur extension progressive, ils signalent une impatience : celle de remodeler l'ordre international, de corriger l'asymétrie du commerce mondial, de donner voix à des continents longtemps tenus pour périphériques.

Autour d'eux gravitent d'autres puissances qui n'hésitent pas à tisser patiemment leurs propres coopérations : notamment l'**Arabie saoudite**, les **Émirats**, l'**Égypte**, l'**Éthiopie**, l'**Indonésie**, l'**Iran** puis une dizaine d'autres pays partenaires ; autant d'États qui ne cherchent pas un empire, mais un espace dans le concert des nations, un souffle, une reconnaissance de leur poids nouveau. C'est le temps des recompositions, des alliances mouvantes, des solidarités émergentes ... Les membres des BRICS représentent aujourd'hui 47% de la population de la planète et plus de 35% du PIB mondial.

L'ombre russe à l'affût des fragilités du monde

Le régime russe présidé par **Vladimir Poutine** a mis fin à la période de coexistence ouverte en 1989 par la chute du mur de Berlin en violant le territoire de l'Ukraine dont elle avait pourtant reconnu officiellement l'indépendance. Son ambition est de rétablir la puissance qu'avait la Russie avant l'effondrement de l'URSS.

Dans l'éventualité d'une persistance des conflits en Ukraine ou chez ses voisins, l'un des scénarios à envisager est celui d'une possible extension au territoire d'un membre de l'Union européenne sans participation active de troupes américaines, le soutien américain se limitant à des appuis ISR (Intelligence, Surveillance et Reconnaissance).

La guerre engagée par Moscou il y a 4 ans coûtant cher à l'économie russe, la Chine vient, pour la première fois, d'accepter que la Russie procède à la levée de l'équivalent de 2,8 milliards de dollars d'obligations en devises chinoises.

Tout en menant activement son offensive en Ukraine et ses actions hybrides en Europe contre plusieurs pays du vieux continent, la Russie, en quête de profondeur stratégique et de relais diplomatiques, a participé activement, le 1^{er} septembre 2025 à Tianjin, à une réunion majeure de l'Organisation de Coopération de Shanghai.

Il convient de rappeler que l'OCS représente près de la moitié de la population du monde et 23,5% de son PIB et que cette réunion a été l'occasion d'entretiens entre les dirigeants d'une vingtaine de pays (notamment la Chine, la Russie, l'Inde, l'Iran, la Turquie, la Biélorussie, la Corée du Nord...) désireux de « *faire face aux incertitudes de la situation internationale* ».

L'influence russe se développe aussi en Afrique où, sous couvert d'assistance militaire, des mercenaires, longtemps identifiés sous la bannière du groupe Wagner, aujourd'hui sous d'autres appellations, offrent protection aux régimes fragiles, sécurisation des mines, formation des forces locales. Mais cette aide a un prix : concessions minières, dépendance politique, orientation stratégique imposée.

Les routes de la soie : la grande marche chinoise

Les Nouvelles Routes de la Soie ne sont pas seulement des couloirs commerciaux pour les millions de containers transportant les produits à bas prix fabriqués dans les usines chinoises : ce sont les artères d'un monde centré sur la Chine dont la production manufacturière représente 31% de la production mondiale et vise 35% en 2030.

Une Chine en pleine évolution qui conjugue habilement une planification étatique à long terme, un soutien constant à la Recherche scientifique, une politique de développement et d'intégration des technologies de pointe,

Un monde qui se cherche

(Suite de la page 8)

une stratégie de participation active dans les domaines de l'Espace et de l'Intelligence artificielle et des innovations constantes en approvisionnement et en logistique.

Par le financement d'infrastructures (ports, voies ferrées, autoroutes, réseaux numériques) Pékin étend son empreinte globale. Des entreprises portuaires chinoises ont ainsi acquis ou pris le contrôle d'une cinquantaine de ports stratégiques, du Pirée à Djibouti, de Colombo à Haïfa, imposant leur présence au cœur des flux mondiaux.

Lancé en 2013, le programme des Routes de la soie est entré dans une nouvelle phase appelée désormais « *La ceinture et la route* » (BRI) dont les investissements dans différents pays vont permettre à la Chine d'accéder à des ressources énergétiques et minérales essentielles pour son industrie et ses infrastructures technologiques.

Selon une note du cabinet chinois GFDC (*Green Finance and Development Center*), à la fin de l'année 2024, plus de 1175 milliards de dollars étaient ainsi alloués à des projets de la BRI dans 140 pays (en Afrique, Asie centrale, Europe et même dans des États américains).

En finançant de multiples projets dans le monde, la Chine est devenue « un créancier de premier et dernier recours », n'hésitant pas à utiliser des sociétés écrans pour mener ses activités internationales.

Le néo-ottomanisme assuré de la Turquie

Une stratégie d'influence minutieusement réfléchie, a incité le pouvoir turc à envoyer ses militaires en Syrie, en Libye, au Caucase, à étendre sa présence économique dans les Balkans et en Afrique tout en revendiquant une plus large souveraineté en Méditerranée orientale et en mer Égée.

Le gouvernement d'Ankara joue habilement entre Russie, Occident et BRICS, affirmant une indépendance stratégique qui semble actuellement moins viser une domination globale qu'une centralité régionale faisant de la Turquie un acteur incontournable dans les équilibres du continent euro-méditerranéen.

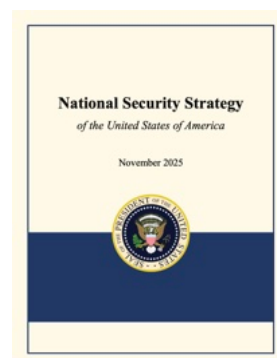
En visite à Ankara le 27 novembre dernier, le **Pape Léon XIV** a d'ailleurs exhorté le président Erdogan à « *être un facteur de stabilité et de rapprochement entre les peuples, au service d'une paix juste et durable* ».

L'Amérique : la puissance de la pression

Depuis le retour de **Donald Trump** à la Maison Blanche, les États-Unis exercent désormais une pression commerciale sans précédent, renégociant accords et traités pour les ajuster à leurs intérêts : menaces d'augmenter les droits de douane, exigence de rééquilibrage, ultimatums adressés aux alliés eux-mêmes.

La Présidence américaine a publié le 5 décembre dernier un document (ci-après) qui décrit la nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis et traduit une véritable rupture avec la pratique traditionnelle des relations transatlantiques.

<https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>



Pour le Chef de l'État américain, l'Europe est un maillon faible, en plein déclin économique et civilisationnel. Les membres de l'UE croulent sous un carcan de réglementations, les politiques migratoires fragilisent la société et en effacent les identités nationales.

Selon **Donald Trump**, il importe de rétablir la stabilité et la sécurité du continent par un réajustement des mécanismes de défense conventionnelle de l'OTAN et de renouer un dialogue stratégique avec la Russie pour permettre à l'Ukraine de survivre.

Même si la stratégie américaine n'évoque pas l'éventualité d'un retrait de l'OTAN et alors que le passage consacré à l'Europe précise que « *L'Europe reste stratégiquement et culturellement vitale pour les États-Unis* », les médias ont largement commenté cette rupture avec un ordre mondial historique.

Cette nouvelle orientation de la diplomatie américaine signale un changement profond dans la manière dont Washington envisage ses relations avec l'Europe et le reste du monde. Désormais, la priorité semble donnée à la préservation des intérêts américains, même si cela implique des tensions accrues avec des partenaires historiques.

Ce repositionnement suscite de nombreuses interrogations quant à l'avenir de la coopération transatlantique et à la capacité de l'Europe à défendre ses propres intérêts dans un contexte international de plus en plus polarisé.

Plusieurs commentateurs ont rappelé que des inspirations d'origine russe ont précédemment été évoquées lors de la publication du texte du plan Trump pour la Paix en Ukraine du 23 novembre et considéré que les ajustements présentés dans la nouvelle revue stratégique américaine sont plutôt conformes à la vision actuelle de Moscou que le « découplage » des États-Unis avec leurs alliés européens ne peut que satisfaire.

Le porte-parole du Kremlin s'est, d'ailleurs réjoui que « *Pour la première fois depuis de nombreuses années, notre pays n'est pas qualifié de menace dans un document américain, mais d'acteur à part entière d'un dialogue sur la stabilité* ».

Face à ces stratégies, les BRICS s'affirment, élargis et enhardis par la volonté de corriger les asymétries du monde et de dessiner un ordre plus polycentrique. La Russie, la

Un monde qui se cherche

(Suite de la page 9)

Chine et l'Inde y jouent un rôle moteur. Cependant, le souhait de multi-coopérations de certains membres et les divergences entre les pouvoirs exécutifs indien et chinois en restreignent les capacités tactiques.

Quel projet pour l'Europe ?

Et l'Europe, dans ce concert planétaire ? Quelle ambition peut-elle encore porter ? Est-elle encore un acteur, ou devient-elle un terrain de jeu ? Est-elle une puissance, ou n'est-elle qu'une parenthèse ? Comment peut-elle organiser sa sécurité sans la protection active des Américains ?

Elle est riche, mais vulnérable. Démocratique, mais fragmentée. Pacifique, mais dépendante. Elle a cru que le droit suffirait à faire l'histoire. Mais l'histoire est revenue. Tragique, géopolitique, imprévisible. Trois chemins s'ouvrent à elle :

1. **Le repli** : se protéger, se refermer, espérer que la tempête passe.
2. **La dépendance** : suivre les grandes puissances, au risque de perdre sa voix.
3. **L'ambition collective** : redevenir une puissance d'équilibre, de paix, de coopération – mais une puissance, au sens plein du terme.

Elle pourrait renoncer, se fondre dans le flux, se satisfaire de n'être qu'un vaste marché, riche mais vulnérable, dépendant de partenaires étrangers pour sa technologie comme pour son énergie. Ou bien elle peut choisir la route plus haute : celle d'une **puissance d'équilibre**, forte parce qu'elle reste fidèle à l'esprit qui l'a fondée : un esprit de paix, de dignité humaine, de savoir partagé.

Face au dynamisme surnois de la Chine, aux activités hybrides de la Russie dans différents pays et au chantage d'un exécutif américain désireux de faire grandir la puissance américaine, l'Europe doit, en tout cas, se coordonner davantage et mieux utiliser ses atouts. Elle doit retrouver le sens de l'unité stratégique, cesser de croire que la paix et la prospérité existent par inertie. Elle doit mobiliser la force de son marché intérieur, l'excellence de sa science, la puissance de son modèle social et l'influence de son droit.

Car l'Europe, lorsqu'elle agit en bloc, n'est pas un petit cap de l'Asie : même si la démographie y est en baisse, elle est un continent de près de 550 millions d'habitants si l'on ajoute les pays européens membres de la coalition des volontaires (Royaume Uni, Norvège et Islande) à l'Union européenne qui en constitue le cœur avec 445 millions d'habitants.

Dotée d'un PIB qui devrait atteindre 23 000 milliards de dollars en fin d'année, notre Europe est une puissance économique de premier rang, un espace de civilisation. Même si le trafic maritime du Pacifique dépasse désormais celui de l'Atlantique, elle peut et doit redevenir un acteur du monde, maître de sa technologie, de son énergie, de ses frontières, de sa défense, de sa diplomatie. Dans un monde où la force revient au premier plan, la dispersion est un

risque, la naïveté un péril et l'unité une puissance.

L'Europe demeure un lieu d'espérance

L'Europe ne sera pas un empire. Elle ne sera pas une forteresse. Mais elle peut être une force d'entraînement car, dans bien des cas, elle maîtrise mieux que les États-Unis plusieurs domaines d'activités industrielles, civiles et militaires. Elle est une puissance civique, écologique, sociale, technologique. Une puissance qui protège sans dominer, qui relie sans soumettre, qui organise l'interdépendance des États qui la composent dans le respect des indépendances nationales. Cela suppose :

- De **refonder notre récit commun**, en assumant notre pluralité et nos valeurs.
- De **réconcilier souveraineté et solidarité**, dans la défense, l'énergie, le numérique.
- De **mobiliser les citoyens**, les jeunes, les territoires, pour que l'Europe ne soit pas un projet lointain, mais une aventure vécue.

Il ne s'agit pas de faire la guerre, mais de s'y préparer pour en assurer la défense et dissuader un potentiel adversaire. L'Europe sera grande si elle sait **redevenir maîtresse de son destin** ; si elle ose bâtir son autonomie énergétique et numérique ; si elle investit dans la science, la recherche, le spatial, l'intelligence artificielle ; si elle parle au monde d'une seule voix, claire, respectée, capable d'allier fermeté et dialogue.

Elle sera grande si elle assume son rôle : non celui d'un empire, mais celui d'une **civilisation**, où la liberté ne s'oppose pas à la solidarité, où l'innovation s'allie à la justice sociale, où le progrès se conjugue avec la mesure.

Dans un monde fracturé entre nostalgies impériales, nouvelles puissances émergentes et rêves de contrepoids, **l'Europe doit redevenir le lieu où l'espérance se construit au lieu de se proclamer**. Elle ne peut se contenter de subir les vents du monde : il lui revient de les orienter, de les apprivoiser, d'en faire une énergie de paix et de création, sans complaisance et sans faiblesse dans le dialogue avec ses partenaires historiques.

Au-delà des rivalités et des blocs, une vérité demeure : **les grandes puissances ne deviennent durables que lorsqu'elles proposent un horizon**. À l'Europe de retrouver le sien. Car l'Europe ne sera pas ce que les traités décident. Elle sera ce que ses citoyens, ses jeunes, ses consciences en éveil auront le courage d'imaginer et de porter.

Jean-Marie Dedeyan - décembre 2025

*Si vous avez aimé cet article de Jean-Marie Dedeyan, vous pouvez lire sa tribune du mois dernier : « **Quand souffle le vent des orages qui arrivent ...** » sur notre site internet.*
<https://www.eurodefense.fr/articles/193627-tribune-quand-souffle-le-vent-des-orages-qui-arrivent>